

## Changement climatique : nouveau rapport du GIEC

# Des possibilités de répondre aux risques naturels

**Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié lundi 31 mars, son rapport sur les effets du changement climatique, un an avant la conférence internationale de Paris sur le climat.**

Pour les experts, le monde est «mal préparé» face aux risques liés aux changements climatiques, cependant «il existe des possibilités pour répondre à de tels risques, mais les risques seront difficiles à gérer avec des niveaux élevés de réchauffement». Intitulé «Changement climatique 2014: Impacts, adaptation et vulnérabilité», le rapport du groupe de travail n°2 du GIEC a détaillé les impacts du changement climatique, les risques à venir face à ces changements, et «les possibilités d'action» pour réduire les risques.

### Des conséquences avérées

Les conséquences du changement climatique sont déjà présentes, ont indiqué les experts, à travers divers phénomènes naturels de plus en plus intenses sur l'ensemble de la Planète. En effet, les pluies toujours plus diluviennes, les sécheresses sévères et des températures records.

De plus, le changement climatique a eu ces dernières décennies des impacts essentiellement sur les systèmes naturels, «les régimes de précipitations et la fonte des neiges et des glaciers» qui ont modifié les systèmes hydrauliques. Cette situation a des effets sur «les ressources en eau en quantité et en qualité». Ces changements climatiques ont un impact sur les productions agricoles, mais aussi sur la migration humaine et celle des espèces marines et terrestres.

Dans un communiqué de presse, Vicente Barros, coprésident du Groupe de travail n°2, a expliqué que «nous vivons dans une ère de changement climatique d'origine humaine. Dans de nombreux cas, nous ne sommes pas prêts pour les risques liés au climat auxquels nous avons déjà été confrontés».

Face à ce constat, le GIEC publie des perspectives encore plus sombres que dans le premier rapport. Il existe une «probabilité d'impacts graves, étendus et irréversibles qui s'accroît avec l'intensification du réchauffement climatique», au cours du 21ème siècle. Le rapport met en avant plusieurs pistes de solutions,

et les pays qui seront principalement touchés par les changements climatiques.

### Des risques futurs à prévoir

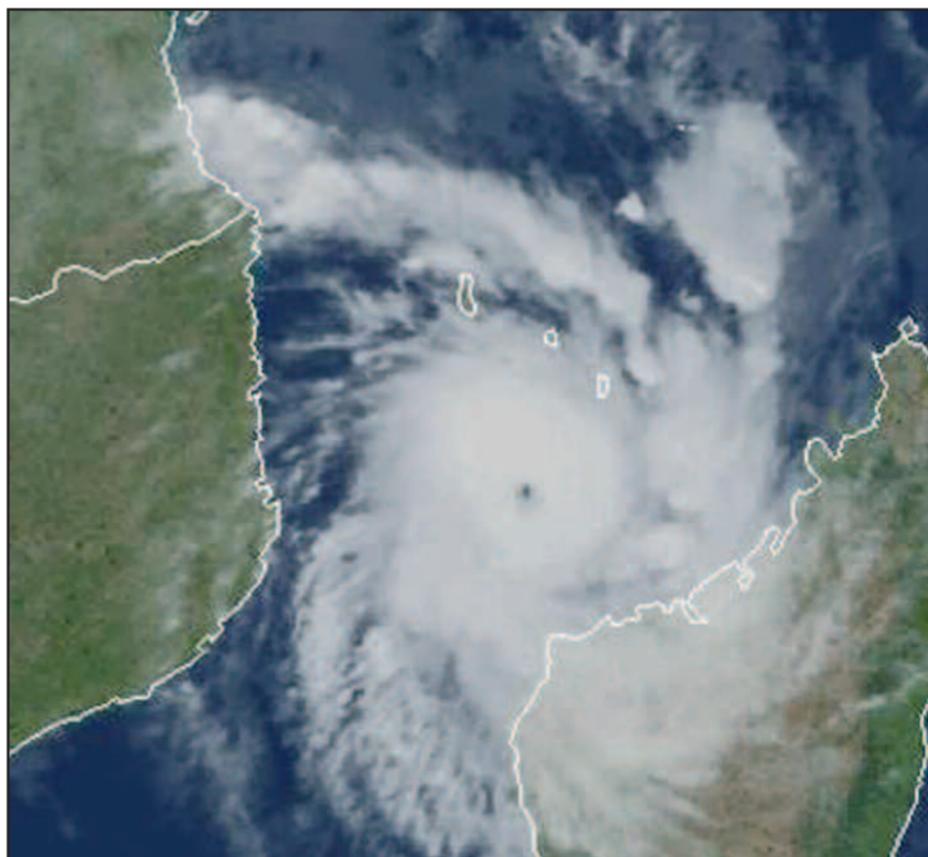
Les experts estiment que le risque d'un changement climatique vient de la vulnérabilité due au manque de préparation, et de l'exposition des personnes ou des biens en danger. S'ajoutent à ces deux phénomènes, les risques, que sont les événements déclencheurs ou les tendances climatiques. «Chacune de ces trois composantes peuvent être une cible pour des actions intelligentes pour réduire le risque», note le communiqué de presse du GIEC.

Les membres du groupe d'experts ont expliqué que l'adaptation commençait à se mettre en place à travers le monde, mais l'accent est plus mis sur «la réaction à des événements passés que sur la préparation d'un futur changement», a indiqué Chris Field, co-président du Groupe de travail n°2. Face à ces «risques futurs dépendent fortement de la quantité des changements climatiques futurs», car il devient de plus en plus complexe de gérer les risques avec l'augmentation du niveau du réchauffement climatique résultant de la croissance continue des émissions de gaz à effet de serre.

Plusieurs scénarios ont été exposés par le GIEC qui évoque des risques «élevés à très élevés», si les températures augmentent en moyenne de 4 °C par rapport à la période préindustrielle. Le groupe évoque également des risques «considérables dès un réchauffement de 1 à 2 °C. Une augmentation de près de 2 °C par rapport à la période préindustrielle pourrait entraîner une perte d'entre 0,2 et 2% des revenus annuels mondiaux. Les conséquences à venir sont alarmistes pour les populations humaines et animales. En effet, les risques sont une extinction substantielle des espèces et des difficultés alimentaires.

### Des solutions existent

Pour le GIEC, le maître mot est l'adaptation qui «peut jouer un rôle clé dans la réduction de ces risques» a noté le rapport. En effet, «une partie de la raison pour laquelle l'adaptation est si importante, c'est que le monde est confronté à une multitude de risques liés au changement climatique déjà existants dans le système climatique, en raison des



**Le cyclone très intense Hellen qui a longé le Sud de Mayotte la dernière semaine du mois de mars est le type même d'événement imprévu. Comment s'y préparer?**

émissions passées et l'infrastructure existante». «Les risques liés au changement climatique peuvent être réduits en limitant sa vitesse et son ampleur», a rappelé le GIEC.

Parmi les mesures préconisées dans le rapport: installer de systèmes d'alerte, d'abris contre les cyclones et les inondations, protéger des mangroves pour épargner les côtes; améliorer le stockage d'eau et les techniques d'irrigation; créer de nouvelles pratiques agricoles; mettre en place de meilleurs programmes de vaccination; créer des zones protégées et identifier des groupes vulnérables et entre autre, diversifier l'économie.

Chris Field a expliqué à l'Agence France

Presse que les problèmes posés par le réchauffement «ne sont pas insolubles, le vrai problème est que nous ne sommes pas assez ambitieux et agressifs pour les résoudre». De son côté, le rapport affirme qu'il faut «comprendre que le changement climatique est un défi» qui «ouvre un large éventail de possibilités pour l'intégration de l'adaptation au développement économique et social», ainsi que des initiatives visant à limiter le réchauffement futur». Pour Rajendra Pachauri, président du GIEC, «le rapport du Groupe de travail II est une autre étape importante dans notre compréhension de la façon de réduire et de gérer les risques dus au changement climatique».

Céline Tabou

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69<sup>e</sup> année

### DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

### RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr  
SITE WEB : www.temoignages.re

### ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
EMAIL AVIS, ABONNEMENT : avis.temoignages@wanadoo.fr  
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

## Édito

## L'austérité au programme et la crise à l'horizon

Le changement de Premier ministre a lieu dans un contexte particulier, et il confirme le tournant pris par le gouvernement. Les conséquences de la politique du gouvernement ont pesé bien plus lourd que les enjeux communaux dans ces élections municipales. C'est ce qui ressort de la décision prise le lendemain des résultats à Paris. A peine 18 mois après l'alternance en France, le Premier ministre remet sa démission. Un nouveau gouvernement est en formation, il sera conduit par Manuel Valls, ancien ministre de l'Intérieur.

Il faut remonter bien loin pour se souvenir d'un changement de chef de gouvernement au lendemain d'une élection. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, François Fillon était resté à Matignon pendant tout le quinquennat. La perte de toutes les Régions de France sauf l'Alsace en 2010, ainsi que de la majorité des départements en 2011 et des grandes villes en 2008 n'avaient pas déboulonné François Fillon. Sous Jacques Chirac, c'est Jean-Pierre Raffarin qui est le dernier Premier ministre à quitter son poste après une défaite de la majorité. C'était en 2004, au lendemain d'élections européennes dans le prolongement du fiasco des régionales.

Le changement de Premier ministre révèle donc l'ampleur de la défaite du parti au pouvoir. A La Réunion, le recul est du même ordre. Plus de 72% des Réunionnais avaient voté pour le changement avec François Hollande. Au soir du second tour des municipales, la majorité s'est inversée. C'est une baisse de plus de 20 points, elle concerne en premier lieu les députés PS et PLR qui ont voté pour le budget ou ont laissé faire.

Sur la personnalité choisie, c'est la confirmation du virage annoncé par François Hollande lors de ses vœux, puis pendant sa conférence de presse. Cela surprend les écologistes et les communistes en France, qui réclamaient un changement de politique prenant en compte un appel à faire davantage de social. Manuel Valls est présenté comme le chef de file de l'aile libérale de la majorité. C'est donc la même logique qui va continuer à s'appliquer, avec la même rigueur. Pour La Réunion, ce changement de gouvernement est donc la confirmation que le plus difficile est encore devant. La baisse des dotations des collectivités va placer les maires qui ont fait des promesses inconsidérées dans l'impasse. Comment pourront-ils donner les emplois promis s'ils ont des recettes en baisse? Il est certain que les contribuables ne laisseront pas les impôts augmenter sans rien faire. Autrement dit, la crise va encore s'accélérer.

J.B.

## Changement climatique : nouveau rapport du GIEC

## Un avenir incertain pour la Planète



Les sécheresses plus intenses touchent déjà La Réunion. Ce que montre le Grand-Etang à sec l'an dernier. (photo Toniox)

**Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) met en évidence une série de conséquences sur l'être humain et son environnement. En effet, insécurité alimentaire, pénurie d'eau, déplacements massifs de populations, risques de conflits, des problèmes que les dirigeants du monde devront régler en commun.**

Les experts du GIEC ont assuré que «la probabilité d'impacts graves, étendus et irréversibles s'accroît avec l'intensification du réchauffement». Cela se traduit par des températures de plus en plus fortes, une diminution importante des ressources en eau, en matières premières et en poissons.

## Vers une pénurie alimentaire mondiale

«Tous les aspects de la sécurité alimentaire sont potentiellement affectés», affirme le texte, comme l'accès aux ressources et la stabilité des prix, dans un contexte où la demande mondiale va augmenter, avec la hausse démographique. Les productions de blé, maïs et riz devraient être affectées avec une hausse locale du thermomètre de 2 °C par rapport aux niveaux de la fin du 20ème siècle.

La carte des zones de pêche se modifiera, avec des espèces marines plus nombreuses dans les latitudes moyennes et hautes, et moindre dans les zones tropicales avec «de forts taux d'extinction au niveau local». Pour le GIEC, la situation sera d'autant plus grave pour les pays d'Afrique et d'Amérique du Sud, ainsi que les territoires insulaires. D'ici à la fin du 21ème siècle, le GIEC prévoit une baisse globale des res-

sources des océans, avec ou sans le réchauffement. A noter également, la crainte d'une réduction «significative» des eaux de surface et souterraines dans la plupart des régions subtropicales sèches, avec des impacts attendus sur la qualité de ces eaux, a expliqué le journal Le Monde. Les pénuries d'eau devraient se faire sentir en Afrique, en Asie et dans le sud de l'Australie. Une «pression potentiellement accrue» sur les ressources disponibles se ferait sentir en Europe et en Amérique du Nord.

Le changement climatique va «ralentir la croissance économique, rendre plus difficile la réduction de la pauvreté», notamment dans les villes, selon le rapport. A un an du bilan des Etats membres des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont l'éradication de la pauvreté est l'objectif n°1, l'annonce du GIEC pourrait remettre sur la table des négociations la lutte contre la pauvreté. D'autant plus avec la hausse de la démographie qui est impactée par les changements climatiques.

## Des points de tension à venir

Les changements climatiques accroissent les déplacements de population,

pouvant entraîner des «risques de conflit violent» avec «une aggravation des facteurs classiques que sont la pauvreté et les chocs économiques». Ces conflits entre Etats tournent autour des ressources en eau et en aliments de plus en plus rares.

La hausse démographique et les changements climatiques ont un impact sur la santé dans de nombreuses régions, spécialement les pays en développement, en raison de l'augmentation des vagues de chaleur intense, d'une mauvaise nutrition ou des maladies liées à la contamination de l'eau ou de la nourriture. Le GIEC parle d'une «modification de la géographie des maladies dues aux changements du régime des pluies et des températures», en Afrique.

Les inondations et l'érosion vont de plus en plus affecter les zones côtières et les basses terres avec la hausse du niveau de la mer. D'ailleurs, le nombre de personnes touchées va considérablement augmenter avec les crues majeures, notamment dans les aires urbaines d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine, où «l'urbanisation massive augmente les risques d'inondations».

Enfin, l'extinction d'espèces terrestres et marines est en jeu car beaucoup «ne seront pas capables de se déplacer suffisamment rapidement pour trouver des climats plus adaptés» après le changement climatique. De plus, des écosystèmes marins cruciaux, comme ceux des pôles et les barrières de corail, sont particulièrement exposés à l'acidification des océans.

Céline Tabou

**Débat sur Réunion 1ère au sujet du P.C.R.****«Nous allons continuer à voir ensemble comment mener les combats à venir pour libérer notre peuple»**

Au cours du débat, il a été question de l'implication des jeunes. Illustration avec cette photo prise durant la campagne des municipales au Port. (Photo A.D.)

**C**e mardi, des échanges très intéressants ont eu lieu sur Réunion 1ère Radio, durant l'émission "Face à l'Actu" animée comme chaque début d'après-midi par Claude Montanet. Cette émission était consacrée aux perspectives du Parti Communiste Réunionnais après les élections municipales.

Trois personnes, responsables du P.C.R., étaient invitées à répondre aux questions de l'animateur de l'émission et des auditeurs : les co-secrétaires généraux Ary Yée Chong Tchi Kan et Camille Dieudonné, et Lucien Biedinger, ancien animateur de la rédaction de "Témoignages". Claude Montanet leur a notamment demandé d'expliquer les résultats plutôt négatifs du PCR à ces municipales, quels enseignements en tire le Parti et quel est son avenir, selon eux.

**«Sans avoir de visées électoralistes»**

À ce sujet, Ary Yée Chong Tchi Kan a notamment déclaré qu'il faut relativiser

ce résultat électoral, qui n'a rien de dramatique lorsqu'on considère l'histoire du PCR depuis sa fondation il y a 55 ans, avec bien des hauts et des bas dans ce domaine. Par contre, l'essentiel — en termes de résultat politique — est que ce scrutin confirme la justesse de l'analyse de la situation faite par le PCR comme de ses propositions pour sauver La Réunion d'une aggravation de plus en plus dramatique de nos problèmes socio-économiques, environnementaux etc...

Camille Dieudonné a également mis l'accent sur le fait que plus que jamais, les valeurs et les principes cultivés par le PCR — comme la solidarité avec les plus pauvres, le partage du pouvoir, la priorité à l'intérêt commun plutôt qu'à l'intérêt égoïste etc... — seront au cœur de ses combats idéologiques. Elle a aussi tenu à souligner que dans le cadre de la

reconstruction du Parti mise en œuvre depuis 2012, de plus en plus de femmes et de jeunes assument des responsabilités dans cette organisation démocratique, «sans avoir de visées électoralistes».

**«Une régénération des forces politiques»**

Un grand nombre d'auditrices et d'auditeurs de Réunion 1ère, très intéressés par ces échanges, ont appelé Claude Montanet de toute l'île pour faire part de leurs interrogations et critiques au sujet du PCR. Richard, Jean-Pierre, Willy, Joseph, Max, Marlène, Jean-Claude et François ont posé des questions en particulier sur les alliances du PCR, ses ouvertures aux autres, la formation de

ses militants, son information du public, ses engagements anti-colonialistes etc.

À ce propos, Lucien Biedinger a tenu à témoigner d'abord de la culture de l'auto-critique dans le Parti, de l'écoute des autres, de la reconnaissance de ses carences mais aussi de la détermination des militants communistes dans tout le pays à continuer leur combat; et sur cette base fondamentale, dit-il, «le PCR continue à se reconstruire et à renforcer son organisation» après les dégâts commis par des diviseurs.

Enfin, Ary Yée Chong Tchi Kan a attiré l'attention sur le fait que notre société ne cesse de changer, avec des problèmes de plus en plus graves mais aussi avec des atouts nouveaux, comme «ces jeunes qui se lèvent et entraînent une régénération des forces politiques. C'est dans ces conditions qu'au Parti Communiste Réunionnais, nous allons continuer à voir ensemble avec nos compatriotes comment mener les combats à venir pour libérer notre peuple».

## Les modifications du 1er avril pour le minimum vieillesse, les allocations, les billets d'avion

# Vers encore plus d'inégalités et autres injustices sociales à La Réunion

**H**ausse du minimum vieillesse, revalorisation du complément familial, baisse de l'allocation de base pour les parents de jeunes enfants aux revenus élevés : voici les principaux changements qui interviennent ce 1er avril 2014; des modifications issues notamment de la réforme des prestations sociales. Par contre, les retraites de base ne sont pas revalorisées ce 1er avril, contrairement à ce qui était le cas chaque année. La réforme des retraites a prévu un report au 1er octobre. Voici le point sur ces diverses mesures sociales, en se posant la question : en quoi, à La Réunion, sont-elles adaptées à la situation spécifique du pays, avec notamment la continuité de l'apartheid social et les autres injustices sociales dont est victime le peuple réunionnais ?

### • Minimum vieillesse

Au 1er avril, l'ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées), que l'on appelle souvent «minimum vieillesse», sera revalorisée en fonction des prévisions de l'inflation (1,1%), corrigée de la différence entre la prévision de l'année précédente et l'inflation effective, soit 0,6%. Mais rien pour La Réunion, où l'inflation est plus importante et où le coût de la vie est très supérieur à celui de France ! Donc, une perte supplémentaire de pouvoir d'achat pour les Réunionnais les plus pauvres !

L'ASPA atteindra donc cette année 792 euros par mois pour une personne seule au 1er avril. Cette allocation sera revalorisée une deuxième fois au mois d'octobre, en vertu de la réforme des retraites. Elle devrait donc atteindre 800 euros au 1er octobre 2014.

Les retraites complémentaires quant à elles — AGIRC (cadres du privé) et ARRCO (tous les salariés du privé) — ne seront pas du tout revalorisées cette année.

### • Allocations familiales

Elles seront augmentées de 0,6% pour tenir compte de l'inflation. Pour toutes les familles ayant deux enfants à charge, elles atteindront 129,35 euros; 295,05 euros pour trois enfants; et 460,77 euros pour quatre enfants.

### • Complément familial

Le gouvernement avait annoncé en juin une majoration progressive de 50%, d'ici 2018, de cette allocation versée aux allocataires modestes ayant au moins trois enfants, avec une pre-

mière revalorisation le 1er avril. Pour ces familles, le montant de la prestation va passer de 167,34 euros par mois à 185,20 euros.

### • Allocation de soutien familial

Cette allocation, qui complète le revenu disponible des parents élevant seuls leurs enfants et qui n'ont pas ou de faibles pensions alimentaires, doit être majorée de 25% en plus de l'inflation à horizon 2018, avec une première revalorisation exceptionnelle le 1er avril. À cette date, son montant va passer de 90,40 euros pour un enfant privé de l'aide de l'un de ses parents à 95,52 euros, et de 120,54 euros à 127,33 euros pour un enfant privé de l'aide de ses deux parents.

### • Allocation de base de la PAJE

Destinée aux parents d'enfants de moins de trois ans, la Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) est composée de prestations versées sous condition de ressources comme l'allocation de base. À partir du 1er avril, son montant sera divisé par deux pour les ménages dont les ressources dépassent un certain seuil (48.000 euros par an pour un couple avec deux revenus et deux enfants) et passera à 92,31 euros. Pour les autres, l'allocation ne bouge pas et reste à 184,62 euros.

### • Allocation de rentrée scolaire

Cette allocation, qui sert à payer les cartables et autres fournitures de plus de 5 millions d'enfants, est versée chaque année à la fin du mois d'août. Son montant, décidé au 1er avril, va

passer cette année de 360,47 euros à 362,63 euros pour les 6-10 ans; de 380,36 euros à 382,64 euros pour les 11-14 ans; et de 393,54 euros à 395,90 euros pour les 15-18 ans.

Plus 2 euros ! Où tient-on compte de la réalité des prix à La Réunion ?

### • Gaz

Les ménages français seront soumis à une nouvelle taxe sur la consommation de produits énergétiques polluants, qui alourdira leur facture de gaz, même si le gouvernement a prévu des compensations pour les plus modestes. Selon le ministère de l'Écologie et de l'Énergie, le montant de la taxe a été fixé à 1,41 euro par mégawattheure à compter du 1er avril. Elle sera ensuite relevée à 2,93 euros en 2015, et 4,45 euros en 2016. Et cela au moment même où l'électricité va augmenter RÉTROACTIVEMENT de + 10%...

Le prix du gaz restera certes stable pour les foyers ce mois, la nouvelle taxe étant contrebalancée par une baisse de 2,1% des tarifs réglementés, selon la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

### • Billets d'avion

La taxe de solidarité pour les pays pauvres sur les billets d'avion augmente de 12,7%. Cela représente 1,13 euro pour un vol intraeuropéen ou intérieur en classe éco; 11,27 euros en classe affaires ou première. Pour un vol vers l'international, elle monte à 4,51 euros en classe éco et 45,07 euros en classe affaires ou première.

loin....dans la même direction!

Les salariés doivent faire irruption sur la scène sociale et économique. Gagner des victoires, au delà de la nécessaire argumentation, suppose la création d'un rapport de force par une augmentation de la conflictualité, qui est un élément de la démocratie sociale!

Les revendications salariales mises sous étiquette depuis des lustres répondent à des raisons sociales mais aussi économiques.

Une politique de l'emploi comme la CES l'exigera le 14 avril est à mettre en place.

Une nouvelle façon de produire les richesses économe en ressources non renouvelables, faisant le pari de l'innovation et de la recherche, réhabilitant le Travail, ayant pour but ultime la satisfaction des besoins sociaux...ainsi que leur plus juste répartition sont à l'ordre du jour.

Les travailleurs snobés par ce gouvernement qui n'entend que de l'oreille droite attendent un changement radicale de politique...à gauche.

La CGTR, Ivan Hoareau

## La CGTR et les municipales

Les élections municipales ont vu une progression de l'abstention traduisant, selon nous, d'abord une sanction de la politique d'austérité du gouvernement socialiste chaperonné par une Union Européenne mortifère pour les peuples.

Cette abstention renvoie aussi à une distanciation du peuple vis à vis du Politique car les responsables politiques de gauche sont trop souvent les copies de ceux de droite tant dans leur acceptation commune du système que dans leur comportement quotidien. C'est ainsi que les classes populaires notamment se sont éloignés du PS. Dans un contexte de crise de la représentation, la perte des valeurs de solidarité et de fraternité s'accélère. Et c'est la porte grande ouverte au libéralisme et au capitalisme, fin de l'histoire.

Le remède de l'Union Européenne et des gouvernements européens remet

en cause toute idée d'Europe des peuples. Les peuples deviennent les victimes....de ce qui était censé être construit pour leur bonheur.

L'austérité nous amène aujourd'hui aux portes de la déflation qui accentuera la crise du système capitaliste.avec son cortège de malheurs pour les peuples.

Un simple remaniement ministériel serait vécu pour les classes populaires et les travailleurs, comme un affront de plus de la part de ce gouvernement. Il faut changer de cap c'est à dire se libérer de la politique européenne et de ce qui en découle comme la loi d'insécurité de l'emploi ou le pacte d'irresponsabilité.

La bataille sera rude: d'une part nous assistons à une avancée des forces de droite et d'autre part le message qu'ont retenu des membres du gouvernement c'est qu'il faut aller plus vite et plus

# Otè!

**Zordi la pli, domin solèy !  
Zordi mi li, domin mi révèy !**

**Matant Zélida la ékri Justin:**

*Mon shèr nové, mon spès salté rouj-de-fon dovan l'éternité,  
Mi pé dir aou, mon nové, dimans soir, pou moin té in gran soir. Pou kosa té in gran soir? Pars pou la promyèr foi, dopi in bon koup de tan, moin la vi zot parti kapote dann kanal. Fransh vérité, sa i fé d'bien oir in n'afèr konmsa: zot la pèrd Sint-andré, Sin-Pol, Sin-lui, lo Por, Posé-syon... Sint-Sizane osi la mank kapoté. Pandan éstan-la, la droit té anlèr é té i rèv arienk in n'afèr sé manj bann sosyalis tou kru konm la manj lo kouran bann rouj de fon. Ou i trouv in léspikasyon pou in n'afèr konmsa ou? Bien-sir, konm ou i di, ou i pé koz la boush rouvèr, pou ésplik, san éspliké, tou an ésplikan, mé sa i shanj pa la réalité. tok! Pran sa pou toi!*

**Justin la fé pou répons:**

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr,  
Mi antann bien sak ou i di. ou i lir lo bann rézilta é ou i pans dann out kèr lé fini avèk nou, mé pran pa out dézir pou la réalité. In parti la fé in bon bout nout listoir, i disparète pa konmsa. Shak foi nou té dann difikilté, nou la nyabou ansort anou é so kou isi sar parèy ou va oir. Pou kosa? Pars lé vré nou na problèm zordi, mé lé vré osi La Rényon lé dann in sityasion difisil é èl la bézoin demoun na in program é konm mi di touzour nout parti na lo méyèr program. Donk, na in zour i apèl domin, nout parti rényoné va arlévé avèk son program, avèk son l'amour pou nout ti nasyon, avèk son volonté pou lité pou nout libérasyon par raport lo néo-kolonyalism. Konm di Ziskakan: «Zordi la pli é domin solèy! zordi mi pli, domin mi révèy!». Nout parti lé konmsa. Ou i vé! Ou i vé pa! Tok! Pran sa pou ou!*

**Justin**

**NB** Mi souvien lo tan parti kominis n'avé pi in sèl moun élu mé li té touzour dann kèr nout pèp. Mi pans oir nout gran rotour, inn foi ké nou sar fine bien rékonsilyé avèk nout pèp, inn foi nou sar fine bate atèr nout divizyon rantre nou.